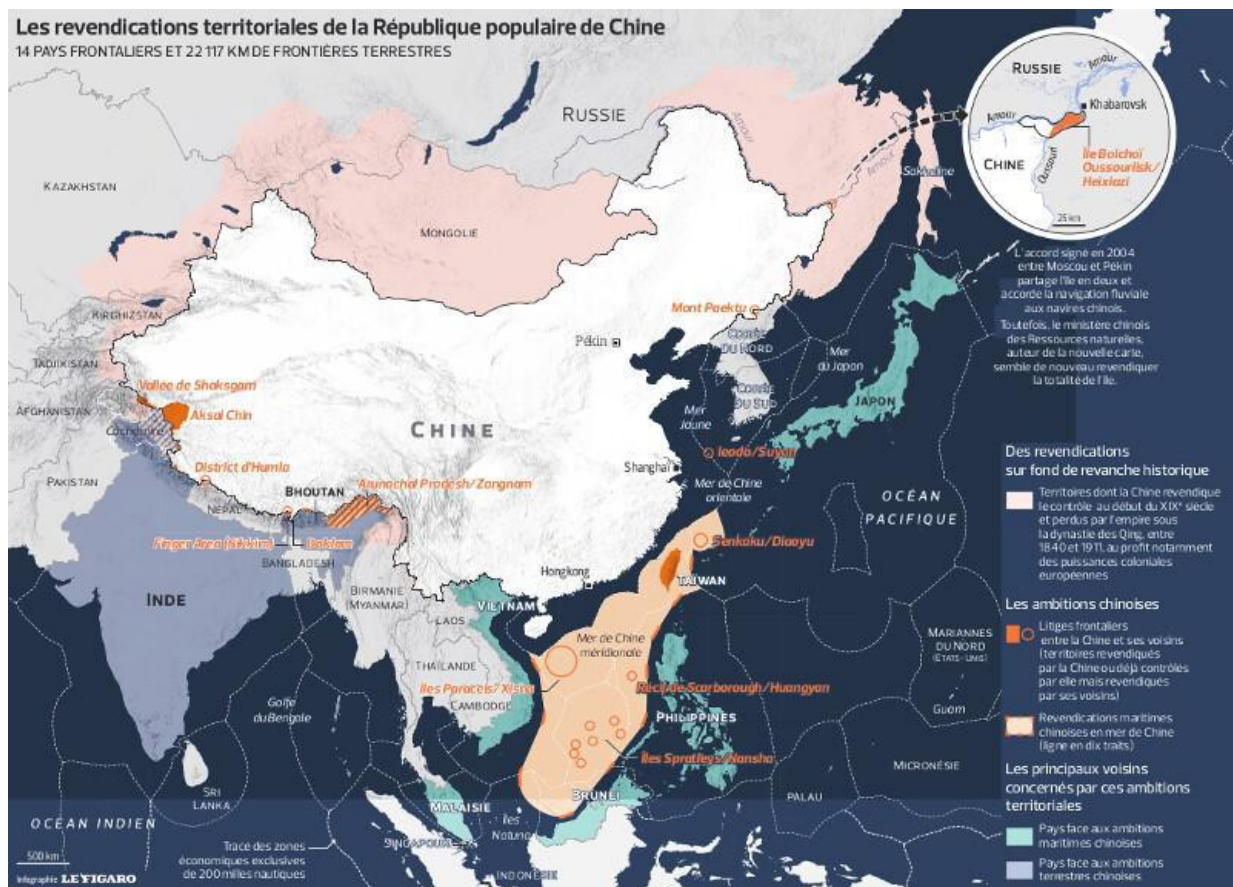


International

La « nouvelle » carte de la Chine irrite ses voisins

Xi Jinping affirme ses revendications en mer de Chine méridionale, illustrant un durcissement nationaliste qui complique davantage la tâche de sa diplomatie.

Sébastien Falletti



ASIE La Chine de Xi Jinping force le trait nationaliste. Le régime communiste a dévoilé une nouvelle carte délimitant ses frontières, le 28 août, appuyant avec force ses revendications sur l'essentiel de la mer de Chine méridionale, entraînant une cascade de réactions courroucées de ses voisins, en pleine bataille d'influence avec les États-Unis, en Asie-Pacifique. La nouvelle édition dévoilée par le ministère des Ressources naturelles ajoute un « dixième trait » affirmant les prétentions de la deuxième puissance mondiale sur 90 % de ces eaux stratégiques, revendiquées également par le Vietnam, les Philippines, la Malaisie ou l'Indonésie. Ce marqueur supplémentaire est apposé à l'est de Taïwan, prolongeant l'ancienne « ligne en neuf traits », afin d'affirmer la souveraineté continentale sur l'île démocratique, sur fond de tension accrue dans le détroit depuis plus d'un an.

Cette mise à jour de la carte publiée comme chaque année en cette « journée de la cartographie » pour servir de référence à l'échelle nationale, ressasse des revendications rabâchées depuis 1948 par Tchang Kai Tchek, puis la Chine de Mao sur des îlots situés parfois à plus de 1 000 km au sud du continent, faisant fi des zones économiques exclusives (ZEE) des pays riverains. Il s'agit d'une démarche de « routine », a minimisé Wang Wenbin, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, appelant les voisins de la région à réagir de façon « *calme et objective* ». Mais cette publication, à la veille du sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) qui s'est conclu à Jakarta le 7 septembre dernier, a déclenché des condamnations aussi fermes que rituelles de ses quatre voisins maritimes, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie.

Hanoï a platement « *rejeté* » les revendications « *unilatérales* » de son grand voisin, qualifiées de « *violations* » de sa souveraineté, à la veille de la visite du président américain, Joe Biden, le 10 septembre, en quête d'appui face à une Chine toujours plus décomplexée. Le régime socialiste s'inquiète en particulier des prétentions chinoises sur des gisements de gaz offshore, et d'incursions répétées des garde-côtes du géant dans ses 200 milles nautiques.

La carte chinoise aux allures de « langue de buffle », léchant l'essentiel de ces eaux tropicales riches en ressources naturelles, est « *sans fondement* » au regard de la convention du droit de la mer de l'ONU (Unclos), avait tranché un jugement du tribunal international de La Haye en 2016, suite à une plainte de Manille. Un verdict international qualifié de « *nul et illégal* » par Pékin, poursuivant un dialogue de sourds avec ses voisins depuis des décennies sur le sujet.

La nouvelle édition de la carte a plombé l'atmosphère du sommet de l'Asean auquel participaient le premier ministre chinois, Li Qiang, et la vice-présidente américaine, Kamala Harris. Le président philippin, Ferdinand Marcos, a dénoncé « *l'utilisation dangereuse* » des navires de garde-côtes dans la zone, sans pointer nommément Pékin, dont les nuées de navires pêchent régulièrement aux abords de l'archipel, piétinant l'Unclos. Le communiqué final du sommet de l'Asie de l'Est a soigneusement évité toute référence au sujet épineux de la mer de Chine du sud, alors que Pékin négocie depuis des années un tortueux « *code de conduite* » avec les pays riverains, trahissant le malaise.

Le recours à la cartographie pour affirmer ses prétentions territoriales est une pratique ancienne de la Chine communiste, comme de ses voisins. Le Vietnam a récemment boycotté le film américain *Barbie* du fait d'une scène semblant montrer une carte reprenant les revendications chinoises.

L'ajout d'un dixième trait illustre l'affirmation nationaliste décomplexée du président Xi Jinping à l'orée de son troisième mandat, dans un climat de crispation intérieure attisé par le spectre de « *l'encerclement* » américain, avec une insistance grandissante sur la « *sécurité nationale* ».

Mao avait réduit la fameuse ligne de onze à neuf traits dans un geste en direction du Nord Vietnam d'Ho Chi Minh en 1953, en renonçant au golfe du Tonkin avant que l'Armée populaire

de libération (APL) ne fasse main basse sur l'archipel des Paracels en 1974. Aujourd'hui, alors que la croissance économique s'essouffle, le secrétaire général Xi mobilise les masses autour du drapeau, et des frontières, pour défendre la patrie face aux coups de butoir « *hégémoniques* », au risque d'aigrir les relations avec ses voisins. « *Il n'y a rien de nouveau dans les revendications depuis 1948. Cette nouvelle édition de la carte s'inscrit dans la stratégie plus assertive du Parti, et la propagande intérieure. Ils rabâchent cette position, et se fichent des réactions des autres pays* », juge Bill Hayton, auteur de *La Mer de Chine du Sud, une lutte pour le pouvoir en Asie* (Yale University, 2016). Pékin envisage même de bannir de Chine certains vêtements pouvant heurter « *le sentiment national* », avec des peines de prison à la clé, selon une nouvelle législation en cours d'examen par la chambre d'enregistrement du régime.

Ce durcissement intérieur complique la tâche de la diplomatie chinoise entrée dans une période de flottement, depuis le limogeage abrupt du ministre des Affaires étrangères, Qin Gang, fin juillet, qui a « *disparu* » publiquement depuis plus de deux mois, sans aucune explication. L'absence du président Xi Jinping au sommet du G20 le week-end dernier à New Delhi nourrit également les interrogations, alors que les rumeurs de dissensions internes au sein de l'appareil se multiplient, à l'heure de difficultés économiques accrues.

Les coups de menton chinois offrent un climat favorable à la visite de Biden à Hanoï, qui compte approfondir le « *partenariat stratégique* » avec le Vietnam, après l'escale symbolique d'un porte-avions à Danang, il y a quelques semaines. « *L'approche chinoise est à courte vue car elle sape l'assise de leurs meilleurs alliés au sein du régime vietnamien* », juge Bill Hayton, alors que les luttes de pouvoir font rage à Hanoï entre les partisans d'une ligne orthodoxe proche de Pékin et les tenants d'une ouverture aux marchés occidentaux. Frappé par une demande mondiale en berne, le dragon vietnamien est en quête d'investissements et de débouchés américains alors que ses usines tournent au ralenti. Pour autant, « *le Vietnam ne rejoindra jamais une coalition américaine contre la Chine* », prévient le chercheur. L'affichage avec l'hôte de la Maison-Blanche ne remet pas en cause les liens profonds unissant les deux régimes marxistes léninistes, mais illustre un subtil jeu de balancier opéré avec dextérité par la plupart des pays de l'Asean refusant de choisir entre Pékin et Washington.

Le poids économique grandissant de la Chine dans l'Asean, devenu son premier partenaire commercial, offre un canal d'influence puissant à Pékin dans la région, en dépit de son discours toujours plus musclé. « *La Chine mène une stratégie d'influence efficace auprès des élites d'Asie du Sud-Est qui sont fatiguées des leçons occidentales sur la démocratie* », juge Benoît de Treglodé, spécialiste à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem). Une proximité géographique, emprunte de méfiance, mais jugée durable, face à l'éloignement et aux soubresauts des démocraties d'Occident. Le ralentissement structurel de la deuxième économie mondiale, plus précoce qu'anticipé, vient néanmoins assombrir l'horizon d'une région

qui subit déjà par ricochet l'essoufflement de la locomotive chinoise, et qui redoute d'être la victime collatérale d'un potentiel conflit entre les deux géants.